

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2395

[C — 2003/27421]

**10 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public
dans le marché de l'électricité**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 9, 33, 34 et 63;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédures en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité;

Considérant que les coûts liés aux obligations de service public imposées aux gestionnaires de réseaux de distribution sont intégrés dans la facturation des tarifs conformément à l'article 7, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal susmentionné;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 19 décembre 2002;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Energie du 14 janvier 2003;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne du 10 février 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.753/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mars 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « décret » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2^o « Ministre » : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

3^o « CWaPE » : la Commission wallonne pour l'énergie instituée par l'article 43 du décret;

4^o « compteur à budget » : le compteur d'électricité permettant le paiement et la facturation de la consommation d'énergie via une carte rechargeable;

5^o « client résidentiel » : client dont l'essentiel de la consommation d'électricité est destinée à l'usage domestique;

6^o « commission » : la commission locale d'avis de coupure de la fourniture minimale garantie instituée par l'article 46 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

7^o « médiateur de dettes » : les institutions agréées en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

8^o « Administration » : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

§ 2. Les définitions figurant à l'article 2 du décret électricité sont applicables aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Obligations de service public spécifiques aux fournisseurs

Section 1^{re}. — En matière de régularité, qualité et facturation des fournitures

Art. 2. Le fournisseur est tenu d'acheter la quantité d'électricité nécessaire correspondant à la consommation de ses clients finals, conformément aux dispositions du règlement technique visé à l'article 13 du décret.

Art. 3. § 1^{er}. Les factures comprennent au moins les mentions suivantes :

1^o la mention du prix/kWh;

2^o la période couverte par le décompte;

3^o le montant global de la facture;

4^o le délai de paiement et la date d'échéance de celle-ci;

5^o le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que le service compétent;

6^o le numéro de téléphone du service à contacter à tout moment en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau;

7^o le numéro de téléphone du service contentieux.

Section 2. — En matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables

Art. 4. § 1^{er}. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, une facture bilan.

Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel, la facture bilan est établie dans le mois qui suit le relevé du compteur. Elle reprend la consommation des 12 mois précédant le relevé.

Pour les clients dont le relevé de consommation est mensuel, la facture bilan est établie avant le 31 mars de chaque année. Elle reprend la consommation relative à l'année civile écoulée.

§ 2. La facture bilan mentionne obligatoirement, outre les dispositions visées à l'article 3 :

1° les consommations ainsi que le prix au kWh des trois années antérieures dans la mesure où le client était effectivement fourni par ce fournisseur, ou lorsqu'il s'agit du fournisseur par défaut visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

2° pour les clients connectés au réseau basse-tension, la consommation moyenne d'un client-type correspondant à une même courbe de charge spécifique, calculée conformément aux dispositions du règlement technique, à défaut, les mêmes caractéristiques de consommation;

3° les sources d'énergies primaires utilisées, sur une base annuelle, pour produire l'électricité fournie, présentées sous forme graphique ou de pourcentage.

§ 3. La consommation moyenne de clients-types correspondant aux courbes de charges spécifiques est déterminée par la CWaPE.

§ 4. Aux fins de mentionner les sources d'énergie primaire, le fournisseur se base, à partir du 1^{er} février de l'année considérée, sur les contrats conclus entre le fournisseur et le ou les producteurs aux fins d'alimenter les clients finals dudit fournisseur au cours de l'année civile précédente.

Lorsque le contrat ne porte pas sur une installation précise, les sources d'énergie primaire sont déterminées sur base du parc de production global du producteur en question.

Lorsque le fournisseur s'approvisionne auprès d'un ou plusieurs intermédiaires, en l'absence de contrat portant spécifiquement sur certaines installations, il est tenu compte de la moyenne des sources d'énergie primaires utilisées pour produire l'électricité achetée par l'intermédiaire. Lorsque le fournisseur s'approvisionne auprès d'une bourse d'électricité, en l'absence de contrat spécifique avec le producteur, il est tenu compte de la moyenne des sources d'énergie primaires utilisées pour produire l'électricité faisant l'objet de transactions sur le marché électrique boursier.

Les sources d'énergie primaire sont reprises dans les catégories suivantes :

1° sources d'énergie renouvelables (hydraulique, éolien, biomasse, autres);

2° gaz naturel;

3° autres combustibles fossiles;

4° nucléaire;

5° sources d'origine inconnue.

Sauf approbation expresse de la CWaPE, la part des sources d'origine inconnue ne peut excéder 5 %.

Avant le 1^{er} février de chaque année, les fournisseurs transmettent à la CWaPE un rapport sur les sources d'énergie primaires utilisées pour produire l'électricité fournie au cours de l'année civile précédente.

§ 5. La facture mentionne les prélèvements perçus par l'ensemble des pouvoirs publics en les globalisant selon les catégories suivantes :

1° surcharges sociales;

2° surcharges environnementales;

3° surcharges liées au fonctionnement des organes de régulations;

4° redevance de voirie destinée aux communes.

Aux fins de déterminer la quote-part de chacune des quatre catégories visées à l'alinéa précédent, la redevance de raccordement visée aux articles 40 et 41 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est ventilée selon une clé de répartition spécifiée dans le programme d'action visé à l'article 37 du décret susmentionné.

Art. 5. Après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les factures visées aux articles 3 et 4.

Art. 6. Pour les clients résidentiels éligibles, le fournisseur est tenu de proposer un prix déterminé exclusivement sur base de la quantité consommée, à l'exclusion de tout forfait. Ce prix peut varier en fonction des périodes de consommation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fournisseur peut imposer au client visé à l'alinéa 1^{er} une facture minimum permettant au maximum de couvrir ses frais fixes, notamment les frais d'accès et d'utilisation des réseaux de transport et de distribution, y compris les frais de mise à disposition de l'équipement de comptage, ainsi que les frais administratifs liés à la gestion du dossier.

Art. 7. Les fournisseurs sont tenus :

1° de diffuser avec les factures visées à l'article 4, tout document déterminé par le ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie;

2° d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le cadre de l'octroi de primes conformément à l'article 7, 2°, le fournisseur peut introduire une demande auprès de l'Administration afin d'obtenir une avance dont le montant est déterminé comme suit :

1° le fournisseur transmet à l'Administration une note relative au nombre de clients rentrant dans la catégorie de clients bénéficiaires de la prime déterminée par le Ministre;

2° le montant du fonds de roulement est fixé à 30 % du montant de la prime susmentionnée, multipliée par le nombre de clients pouvant prétendre à la prime, ce nombre est plafonné à 20 % du nombre total de clients bénéficiaires de la prime tel que déterminé au point 1.

L'Administration peut requérir du fournisseur toutes les informations et documents nécessaires à l'instruction du dossier. Elle peut procéder au contrôle directement auprès des fournisseurs.

Dans les quinze jours de la réception de la demande ou des compléments d'information, l'Administration met en liquidation l'avance dont le montant est déterminé conformément au § 1^{er}.

§ 2. Trimestriellement, le fournisseur adresse, en 3 exemplaires, à l'Administration, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des dépenses ainsi que des pièces justificatives relatives aux primes effectivement payées.

A la réception du relevé des dépenses, l'Administration vérifie celui-ci et les pièces justificatives qui l'accompagnent. Après avoir déterminé le montant des dépenses admissibles, l'Administration le met en liquidation de façon à reconstituer l'avance visée au § 1^{er}.

§ 3. L'Administration procède de la manière visée au § 2 jusqu'à l'avant-dernier relevé des dépenses.

A la réception du dernier relevé des dépenses, après vérification, l'Administration met en liquidation le solde des dépenses en tenant compte du solde des avances toujours existant.

§ 4. Le fournisseur mentionne sur sa déclaration de créance le numéro de son compte financier et insère la mention "montant certifié sincère et véritable".

Art. 9. Le remboursement des primes conformément à la décision visée à l'article 8, alinéa 4, est pris en charge par le Fonds Energie visé à l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

CHAPITRE III. — Obligations de service public à caractère social

Section 1. — Obligation de raccordement

Art. 10. Le gestionnaire du réseau est tenu de répondre dans les dix jours à toute demande de raccordement. Pour les clients résidentiels, il communique, endéans le délai susmentionné, les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais probables de réalisation du raccordement.

Pour le raccordement standard d'un client résidentiel, lorsque tous les permis et autorisations requis ont été accordés, les délais visés à l'alinéa précédent ne peuvent excéder trente jours.

Section 2. — Fourniture aux clients

Art. 11. Lorsque, en vertu de l'article 9 du décret, le gestionnaire de réseau fournit au tarif social un client protégé, il est considéré comme fournisseur du client protégé.

Art. 12. Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours à toute demande de fourniture introduite par un client, de lui communiquer les conditions générales de fourniture et, notamment, lorsque ce client est un client résidentiel, toutes les dispositions relatives aux clients protégés, au compteur à budget avec ou sans limiteur de puissance et à la procédure en cas de défaut de paiement.

Tout document mentionnant les prix pratiqués par le fournisseur précise le coût au kWh par tranche horaire ainsi que la facture annuelle d'un client-type correspondant aux courbes de charge spécifiques.

Le fournisseur de clients résidentiels est tenu de mettre à disposition de ces clients des cartes rechargeables permettant d'être alimentée via le système visé à l'article 21 ainsi que la liste actualisée des points de vente et d'alimentation de la carte rechargeable.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur, par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'aide sociale.

Après avis de la CWaPE, le Ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, 3°, du décret, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation et ne doit être transmis qu'une seule fois au fournisseur.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 du décret, le document est complété soit par le centre public d'aide sociale, soit par le médiateur de dettes et est transmis annuellement au fournisseur.

Art. 14. § 1^{er}. Le fournisseur est tenu de fournir tout client résidentiel qui en fait la demande, à des conditions non-discriminatoires.

Au sens de l'alinéa précédent, est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non-raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, à l'exception d'un gestionnaire de réseau de distribution, un fournisseur n'est pas tenu de fournir un client protégé qui n'aurait pas trouvé d'accord quant au paiement de la dette qu'il a contracté suite à la fourniture minimale garantie. Cette dérogation ne vaut pas pour les clients dont la dette liée à la fourniture minimale garantie a été annulée par la commission conformément à l'arrêté pris en exécution de l'article 46 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

§ 2. Le fournisseur est tenu de fournir au tarif social tout client protégé qui s'adresse à lui.

§ 3. A la demande du gestionnaire de réseau, le fournisseur est tenu d'affecter une majoration de 20 % maximum du prix du kWh consommé au remboursement du placement du compteur à budget, et le cas échéant, au remboursement du coût du compteur à budget non-acquitté par le client. Le fournisseur rétrocède ce montant mensuellement au gestionnaire du réseau, tant que ce dernier n'a pas été totalement remboursé.

Section 3. — Procédure applicable au client résidentiel en cas de non-paiement

Art. 15. Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture à l'échéance prévue, le fournisseur envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1° la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'aide sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la faculté de demander au gestionnaire de réseau de placer un compteur à budget couplé ou non avec un limiteur de puissance;

4° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit, sauf refus express du client, la communication de son nom au centre public d'aide sociale.

Art. 16. Lorsque, à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 15, le client n'a pas soit :

1° acquitté le montant de la facture;

2° conclu un plan de paiement avec le service compétent du fournisseur;

3° informé le fournisseur, sur base d'une attestation du centre public d'aide sociale ou du service de médiation de dettes agréé, des négociations entreprises pour conclure un plan de paiement, le fournisseur lui adresse par recommandé, une mise en demeure. Ce courrier précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme étant en défaut de paiement et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office.

Section 4. — Défaut de paiement d'un client résidentiel et placement du compteur à budget

Art. 17. Lorsqu'un client est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur adresse, par recommandé, ou par e-mail avec accusé de réception, au gestionnaire du réseau une demande de placer chez ce client un compteur à budget. Lorsque le client est un client protégé, le fournisseur joint les documents visés à l'article 13.

A la même date, le fournisseur adresse une copie de cette demande au client et l'informe que, sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours, ses coordonnées seront notifiées au centre public d'aide sociale.

Art. 18. Sauf opposition du client, le fournisseur transmet les coordonnées de ce client dans les dix jours de la demande du placement du compteur à budget au centre public d'aide sociale.

Art. 19. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau place un compteur à budget chez le client qui en fait la demande.

§ 2. A la demande d'un fournisseur conformément à l'article 17, le gestionnaire du réseau place le compteur à budget dans les vingt jours de la demande.

Le gestionnaire de réseau contacte le client dans les cinq jours de la demande afin de convenir d'un commun accord des jour et heure du placement du compteur à budget. En cas de refus du client, le gestionnaire de réseau notifie ce refus par écrit au centre public d'aide sociale qui contacte le client en vue du placement du compteur à budget endéans le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Si le client refuse l'accès au gestionnaire de réseau endéans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ce dernier notifie la situation au fournisseur. A dater de la notification, le fournisseur peut refuser de fournir le client en question jusqu'au placement du compteur à budget. Il en informe sans délai le client ainsi que le centre public d'aide sociale.

Le gestionnaire de réseau notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors du placement du compteur à budget.

§ 3. Lorsque le client visé aux alinéas précédents est un client protégé, le compteur à budget est couplé à un limiteur de puissance.

§ 4. Le Ministre détermine les informations dont doit disposer le client, notamment, les points de vente et d'alimentation de la carte rechargeable, ainsi que ses modalités d'alimentation.

Art. 20. § 1^{er}. Le coût du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau.

Le coût du placement du compteur à budget est facturé au client. Le client peut choisir entre un paiement comptant ou un paiement fractionné lié aux consommations postérieures au placement du compteur à budget.

Lorsque le client souhaite un paiement fractionné, le gestionnaire de réseau adresse par recommandé, ou par e-mail avec accusé de réception, au fournisseur de ce client une copie de la facture non-acquittée et lui demande de procéder au remboursement conformément à l'article 23.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque le compteur à budget est placé à la demande d'un client non-protégé qui ne se trouve pas dans la situation visée à l'article 19, § 2, alinéa 3, le coût du compteur à budget est facturé au client.

Le client peut choisir entre un paiement comptant ou un paiement fractionné lié aux consommations postérieures au placement du compteur à budget.

Lorsque le client souhaite un paiement fractionné, le gestionnaire de réseau adresse par recommandé au fournisseur de ce client une copie de la facture non-acquittée et lui demande de procéder au remboursement conformément à l'article 23.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 2, lorsque le client en défaut de paiement est un client protégé, le placement du compteur à budget est à charge du gestionnaire du réseau.

Art. 21. § 1^{er}. Tant que le système visé au § 2, n'est pas mis en place, le gestionnaire de réseau de distribution veille à ce que chaque bureau ouvert à la clientèle dispose d'au moins un point d'alimentation de la carte permettant d'alimenter le compteur à budget.

§ 2. En concertation avec la CWaPE et les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux mettent en place un système commun de rechargement du compteur à budget valable sur l'ensemble du territoire et permettant le rechargement du compteur à budget dans chaque commune à partir du 1^{er} juillet 2004.

Après évaluation, le système visé à l'alinéa 2 pourrait être mis à disposition dans chaque commune fusionnée qui constituait une entité administrative distincte au 31 décembre 1970.

Art. 22. Le fournisseur informe le client du montant exact de la dette existante au moment du placement du compteur à budget. Le recouvrement de cette dette ne peut en aucun cas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure au placement du compteur à budget.

Art. 23. Lorsque le fournisseur reçoit une demande du gestionnaire de réseau suite à la procédure visée à l'article 20 aux fins de faire procéder au remboursement du placement du compteur à budget, et le cas échéant au remboursement du coût du compteur à budget, chez un client n'ayant pas la qualité de client protégé, il affecte une majoration de 20 % maximum du prix du kWh consommé au remboursement du placement du compteur à budget et rétrocède mensuellement ce montant au gestionnaire du réseau, tant que ce dernier n'a pas été totalement remboursé.

*Section 5. — Fourniture minimale garantie aux clients protégés**Sous-section 1^{re}. — Défaut de paiement*

Art. 24. § 1^{er}. Tant que le client protégé est en défaut de paiement et qu'il n'alimente pas sa carte, il bénéficie de la fourniture minimale garantie dont la puissance est fixée à 1 300 Watts. Celle-ci est assurée pendant six mois à dater de la mise en service du limiteur de puissance.

La fourniture minimale garantie est assurée par le fournisseur du client protégé. Le client reste redevable de sa consommation. Celle-ci est lui facturée par le fournisseur. La facture mentionne les coordonnées du centre public d'aide sociale et des médiateurs de dette agréés, ainsi que la possibilité de solliciter une guidance sociale énergétique.

§ 2. Lorsqu'il juge que la situation sociale et la composition de famille du ménage le justifient, le centre public d'aide sociale peut enjoindre au fournisseur d'établir, pour tout ou partie de période visée au § 1^{er}, une fourniture minimale garantie d'une puissance supérieure à 1 300 Watts avec un plafond de 2 600 Watts, pour autant que le centre public d'aide sociale prenne en charge la moitié de la facture dudit client.

§ 3. Le client protégé peut demander à son fournisseur que le limiteur de puissance soit désactivé dès qu'il a payé les arriérés liés à la fourniture minimale garantie.

§ 4. Le présent article s'applique aux centres publics d'aide sociale dont le siège est établi sur le territoire de la région de langue française.

Art. 25. Lorsque le client protégé a bénéficié uniquement de la fourniture minimale garantie pendant six mois et n'a pas acquitté les factures relatives à cette fourniture, il est déclaré en défaut récurrent de paiement.

Le fournisseur notifie par recommandé avec accusé de réception, ou par e-mail avec accusé de réception, cette situation au gestionnaire de réseau qui, à dater de la réception de cette notification, est chargé de fournir ce client.

Le fournisseur adresse au client et au centre public d'aide sociale une copie de la notification visée à l'alinéa précédent. Ce courrier informe le client de la procédure ultérieure, notamment de la saisine de la commission et des conséquences qui en découlent.

Sous-section 2. — Défaut récurrent de paiement

Art. 26. § 1^{er}. En cas de défaut récurrent de paiement et suite à la notification visée à l'article 25, le gestionnaire du réseau est tenu de fournir le client protégé connecté à son réseau.

Tant que le client protégé n'acquitte pas ses factures, la fourniture est limitée à une puissance minimale de 1 300 Watts. Le gestionnaire de réseau adresse au client une facture reprenant les mentions suivantes :

1° la date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à quinze jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'aide sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question, cette procédure prévoit le recours à la commission.

§ 2. Lorsque le client n'a pas trouvé d'accord quant au paiement des arriérés liés à la fourniture minimale garantie à l'échéance visée au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, le gestionnaire de réseau lui adresse par recommandé une mise en demeure. Ce courrier l'informe qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, la commission sera saisie du dossier.

Le gestionnaire de réseau transmet au centre public d'aide sociale une copie du courrier visé à l'alinéa précédent.

§ 3. Lorsque le client n'a pas apporté de solutions dans les quinze jours de l'envoi de la mise en demeure, ou lorsque le client protégé ne respecte pas l'accord relatif au paiement des arriérés lié à la fourniture minimale garantie, le gestionnaire de réseau peut introduire, auprès de la commission, une demande motivée en vue de couper l'électricité pour cause de mauvaise volonté manifeste.

Sous section 3. — Recouvrement de la dette relative à la fourniture minimale garantie

Art. 27. Le fournisseur d'un client protégé qui a assuré une fourniture minimale garantie audit client peut majorer, de 20 % maximum, le prix du kWh consommé aux fins de rembourser la dette liée à la fourniture minimale garantie si celle-ci n'a pas été annulée par la Commission. Le cas échéant, lorsque le gestionnaire de réseau agit en tant que fournisseur du client protégé, il rétrocède mensuellement le montant récupéré au fournisseur concerné.

*CHAPITRE IV. — Obligations de service public spécifiques aux gestionnaires de réseaux**Section 1^{re}. — En matière de sécurité, régularité et qualité d'approvisionnement*

Art. 28. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le gestionnaire de réseau est tenu d'assurer, sauf cas de force majeure, une fourniture ininterrompue et un niveau de tension stable aux clients finals connectés au réseau dont il assure la gestion.

En cas de coupure programmée, le gestionnaire de réseau informe les clients concernés de la durée probable et du moments de la coupure avec un préavis minimum de 48 heures.

Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau doit être rétablie dans les meilleurs délais. A cette fin, le gestionnaire de réseau dispose d'équipes techniques permettant, sauf cas de force majeure, une intervention dans les 2 heures.

Sauf cas de force majeure, tout dégât causé, par la faute ou le manquement technique du gestionnaire de réseau, aux installations du client pour cause de perturbation de la fréquence - dans la mesure ou la gestion de la fréquence leur incombe -, du niveau de tension ou de coupure anormalement prolongée par rapport aux dispositions du règlement technique est à charge du gestionnaire du réseau. L'avis motivé de la CWaPE peut être sollicité quant au caractère anormalement prolongé de la coupure. La CWaPE formule cet avis motivé après avoir entendu les parties en cause.

Section 2. — En matière de protection de l'environnement

Art. 29. En cas de demande de raccordement d'installations de production mutuellement exclusives, notamment pour des raisons de limitations de puissance, le gestionnaire du réseau accorde la priorité aux installations de production d'électricité verte.

Art. 30. Aux fins de rencontrer sa consommation propre ou, le cas échéant, de fournir les clients protégés ou les clients captifs qui sont connectés à son réseau, le gestionnaire du réseau est tenu d'acheter, au prix du marché, la production excédentaire des producteurs d'électricité verte connectés à son réseau. Le prix du marché est adapté en fonction du caractère aléatoire de la production et des engagements pris en matière d'équilibre.

On entend par « production excédentaire », la production d'électricité pour laquelle le producteur d'électricité verte n'a conclu aucun contrat de fourniture avec un gestionnaire de réseau, fournisseur ou intermédiaire ou la production d'électricité qui n'a pas été auto-consommée par le producteur.

Art. 31. Lors du raccordement d'un client, le gestionnaire de réseau transmet à ce client tout document, prescrit par le ministre, relatif aux mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Section 3. — En matière de collecte des données

Art. 32. Le gestionnaire de réseau transmet trimestriellement au ministre les données suivantes :

1° consommation globale respectivement sur le réseau haute-tension et basse tension ventilée par clients-types correspondant aux courbes de charge spécifiques tels que définis par la CWaPE et, pour chaque siège d'exploitation, par secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres;

2° nombre de raccordements respectivement en haute tension et basse tension ventilés par clients-types correspondant aux courbes de charge spécifiques et par secteur d'activité tels que définis par la CWaPE;

3° coordonnées des nouveaux clients finals raccordés au réseau haute-tension ainsi que leur secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres;

4° kWh injectés sur le réseau par toute installation de production connectée à ce réseau;

5° kWh injectés et prélevés sur tout autre réseau;

6° nombre, cause et durée des coupures d'alimentation respectivement sur le réseau haute-tension et basse tension.

On entend par « code NACE-BEL », la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques (deuxième édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposée par le règlement (C.E.E.) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes, tel que modifié par le règlement (C.E.E.) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993.

Dans le cadre de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres ne concerne qu'une entreprise, les données relatives à cette entreprise peuvent être regroupées avec les données d'un autre code NACE-BEL.

CHAPITRE V. — Contrôle de la CWaPE

Art. 33. Les informations visées aux articles 12 et 15 sont didactiques, claires, compréhensibles et adaptées aux clients résidentiels.

Les conditions générales types visées à l'article 12 et la lettre de rappel type visée à l'article 15 sont soumises à l'approbation du ministre qui se prononce dans les trente jours de la demande.

Art. 34. La CWaPE peut requérir des fournisseurs et gestionnaires de réseaux toute information et tout document nécessaires aux fins de procéder au contrôle du respect de leurs obligations de service public. La CWaPE peut procéder au contrôle sur place.

Art. 35. § 1^{er}. Avant le 31 mars de chaque année, le fournisseur transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;

2° le nombre de rappels;

3° le nombre de mises en demeure;

4° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés et non-protégés;

5° le nombre de plans de paiement admis et le paiement mensuel moyen;

6° le nombre de plans de paiement non-suivis;

7° le nombre de dossiers transmis aux C.P.A.S.;

8° le nombre de demandes de placement de compteurs à budget avec ou sans limiteur de puissance en distinguant les placements à la demande du fournisseur ou du client ainsi que le nombre de placements effectifs;

9° le montant de la dette moyenne au moment du placement du compteur à budget;

10° le nombre de clients protégés bénéficiant de la fourniture minimale garantie, en distinguant la puissance maximum ainsi que la durée moyenne de la fourniture minimale garantie;

11° la dette moyenne des clients protégés bénéficiant uniquement de la puissance minimale garantie;

12° le nombre de retraits de la fourniture minimale garantie en distinguant le retrait dans les 24 heures, endéans les 7 jours, entre 8 jours et 30 jours et après plus de 30 jours;

13° le nombre de clients en défaut récurrent de paiement, le montant de la dette moyenne de ces clients au moment du transfert vers le gestionnaire de réseau;

14° toute autre donnée agrégée déterminée par la CWaPE.

§ 2. Avant le 31 mars de chaque année, le gestionnaire du réseau transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

- 1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;
- 2° le nombre de placements de compteurs à budget avec ou sans limiteur de puissance en distinguant les placements à la demande du fournisseur ou du client;
- 3° le nombre de clients protégé en défaut récurrent de paiement, le montant de la dette moyenne des clients protégés bénéficiant uniquement de la fourniture minimale garantie et la durée moyenne de cette fourniture;
- 4° le nombre de saisine de la commission et le type de décision adoptées par celle-ci en distinguant le retrait de la fourniture minimale garantie, la prolongation, la durée de cette prolongation, le montant de la dette moyenne au moment ou la commission staute et le nombre de remises de dette éventuelles.

Art. 36. Conformément à l'article 43, § 3, du décret, la CWaPE réalise un rapport détaillé quant à l'exécution des obligations de service public imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 37. Lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseaux transmettent au Ministre les coordonnées des clients finals raccordés à leur réseau haute-tension ainsi que leur secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres.

Art. 38. Par dérogation au délai de placement du compteur à budget visé à l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté, le gestionnaire du réseau réalise le placement du compteur à budget dans les meilleurs délais.

Art. 39. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 40. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2395

[C — 2003/27421]

10. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 9, 33, 34 und 63;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 2002 über die allgemeine Tarifstruktur und die Grundprinzipien und Verfahren in Sachen Tarife für den Anschluss an die Verteilernetze und für deren Benutzung, für die von den Betreibern dieser Netze erbrachten Hilfsdienste und in Sachen Buchhaltung der Betreiber der Elektrizitätsverteilernetze;

In der Erwägung, dass die Kosten in Verbindung mit der den Betreibern der Verteilernetze auferlegten Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen gemäß Artikel 7, § 1, 1° des oben erwähnten Königlichen Erlasses in den Berechnungen der Tarife einbegriffen sind;

Aufgrund des am 25. November 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Januar 2003 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

Aufgrund des am 10. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 5. März 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 34.753/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;
- 2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;
- 3° "CWAPE": die durch den Artikel 43 des Dekrets eingerichtete "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

4° "Budgetzähler": der Elektrizitätszähler, durch den der Energieverbrauch über eine aufladbare Karte bezahlt und berechnet werden kann;

5° "Haushaltskunde": ein Kunde, dessen Elektrizitätsverbrauch hauptsächlich zu häuslichen Zwecken bestimmt ist;

6° "Kommission": die durch den Artikel 46 des Dekrets bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts eingerichtete lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der minimalen Elektrizitätsliefermenge;

7° "Schuldenvermittler": die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen zugelassenen Einrichtungen und die in Artikel 1675/17 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler;

8° "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie.

§ 2. Die in Artikel 2 des Dekrets über die Elektrizität angegebenen Definitionen sind auf die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses anwendbar.

KAPITEL II. – Den Stromlieferanten auferlegte Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen

Abschnitt 1. — In Sachen Gleichmäßigkeit, Qualität und Verrechnung der Lieferungen

Art. 2 - Gemäß den Bestimmungen der in Artikel 13 des Dekrets erwähnten technischen Regelung ist der Stromlieferant verpflichtet, die erforderliche Elektrizitätsmenge zu kaufen, die dem Verbrauch seiner Endverbraucher entspricht.

Art. 3 - § 1. Die Rechnungen enthalten mindestens folgende Angaben:

1° die Angabe des Preises pro kWh;

2° die von der Abrechnung gedeckte Periode;

3° den Gesamtbetrag der Rechnung;

4° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;

5° die Kosten des Verwaltungsverfahrens im Falle einer verspäteten Zahlung, sowie die zuständige Dienststelle;

6° die Telefonnummer der Dienststelle, die im Falle einer sich aus einem technischen Problem im Netz ergebenden Panne zu kontaktieren ist;

7° die Telefonnummer der Dienststelle für offenstehende Rechnungen.

Abschnitt 2. — In Sachen Information und Sensibilisierung zur rationellen Energienutzung und zu den erneuerbaren Energien

Art. 4 - § 1. Mindestens einmal im Jahr erstellt der Stromlieferant für jeden Endverbraucher eine Bilanzrechnung auf.

Für die Kunden, die jährlich eine Verbrauchserfassung erhalten, wird die Bilanzrechnung innerhalb des Monats erstellt, der auf die Zählerablesung folgt. Sie gibt den Verbrauch der 12 Monate an, die der Zählerablesung vorhergehen.

Für die Kunden, die monatlich eine Verbrauchserfassung erhalten, wird die Bilanzrechnung vor dem 31. März eines jeden Jahres erstellt. Sie gibt den Verbrauch des abgelaufenen Kalenderjahres an.

§ 2. Zusätzlich zu den in Artikel 3 erwähnten Bestimmungen enthält die Rechnungsbilanz zwangsläufig folgende Angaben:

1° den Verbrauch sowie den Preis pro kWh der drei vergangenen Jahre, insofern der Kunde tatsächlich von diesem Stromlieferanten beliefert wurde, oder falls es sich um den in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen erwähnten notfalls bezeichneten Stromlieferanten handelt;

2° für die Kunden, die an das Niederspannungsnetz angeschlossen sind, den Durchschnittsverbrauch eines Standardkunden, der einer selben, gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung berechneten spezifischen Lastkurve entspricht, oder mangels dessen die gleichen Verbrauchermerkmale;

3° die auf jährlicher Basis benutzten, in graphischer Form oder in Prozenten dargebotenen Primärenergiequellen zur Herstellung der gelieferten Elektrizität.

§ 3. Der Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, die den spezifischen Lastkurven entsprechen, wird von der "CWAPE" festgelegt.

§ 4. Um die Primärenergiequellen anzugeben, stützt sich der Stromlieferant ab dem 1. Februar des betroffenen Jahres auf die Verträge, die im Laufe des vorhergehenden Kalenderjahres zwischen dem Lieferanten und dem oder den Erzeuger(n) zwecks der Versorgung der Endverbraucher des besagten Lieferanten abgeschlossen wurden.

Wenn sich der Vertrag nicht auf eine bestimmte Anlage bezieht, werden die Primärenergiequellen auf der Grundlage des globalen Erzeugungsparks des betreffenden Erzeugers festgelegt.

Wenn der Lieferant bei einem oder mehreren Zwischenhändlern einkauft, ohne einen sich auf bestimmte Anlagen beziehenden Vertrag abzuschließen, wird der Durchschnitt der Primärenergiequellen berücksichtigt, die zur Erzeugung der von dem Zwischenhändler gekauften Elektrizität benutzt werden. Wenn der Lieferant bei einer Elektrizitätsbörse einkauft ohne einen spezifischen Vertrag mit dem Erzeuger abzuschließen, wird der Durchschnitt der Primärenergiequellen berücksichtigt, die zur Erzeugung der Elektrizität benutzt werden, die Gegenstand von Transaktionen auf dem Elektrizitätsbörsenmarkt ist.

Die Primärenergiequellen werden in den folgenden Kategorien angegeben:

1° Erneuerbare Energiequellen (Wasserkraft, Windkraft, Biomassenenergie, Sonstiges);

2° Erdgas;

3° Andere fossile Treibstoffe;

4° Kernkraft;

5° unbekannte Energiequellen.

Unter Vorbehalt einer ausdrücklichen Genehmigung seitens der "CWAPE" darf der Anteil der unbekanntener Energiequellen 5% nicht überschreiten.

Vor dem 1. Februar eines jeden Jahres übermitteln die Lieferanten der "CWAPE" einen Bericht über die Primärenergiequellen, die zur Erzeugung der Elektrizität benutzt worden sind, die im Laufe des vorhergehenden Jahres geliefert wurde.

§ 5. In der Rechnung werden die von den gesamten öffentlichen Behörden vereinnahmten Abgaben angegeben, indem sie entsprechend den folgenden Kategorien verallgemeinert werden:

- 1° soziale Überbelastungen;
- 2° umweltbezogene Überbelastungen;
- 3° mit der Funktion der Regulierungsorgane verbundene Überbelastungen;
- 4° für die Gemeinden bestimmte Straßengebühr.

Um den Anteil einer jeden der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten vier Kategorien festzulegen, wird die in den Artikeln 40 und 41 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnte Anschlussgebühr nach einem Verteilungsschlüssel verteilt, der in dem in Artikel 37 des vorerwähnten Dekrets erwähnten Aktionsprogramm näher angegeben wird.

Art. 5 - Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in den Artikeln 3 und 4 erwähnten Rechnungen einzutragen sind.

Art. 6 - Für die zugelassenen Haushaltskunden ist der Lieferant verpflichtet, einen ausschließlich auf der Grundlage der verbrauchten Menge festgelegten Preis vorzuschlagen, mit Ausnahme jeglichen Pauschalpreises. Dieser Preis kann je nach den Verbrauchsperioden unterschiedlich sein.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Lieferant dem in Absatz 1 erwähnten Kunden eine Mindestrechnung auferlegen, die ihm ermöglicht, seine festen Ausgaben maximal zu decken, insbesondere die Kosten für den Zugang und die Benutzung der Transport- und Verteilernetze, einschließlich der Kosten für die Zurverfügungstellung der Zählerausstattung, sowie die mit der Aktenverarbeitung verbundenen Verwaltungskosten.

Art. 7 - Die Lieferanten sind verpflichtet:

- 1° mit den in Artikel 4 erwähnten Rechnungen jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung zu verbreiten;
- 2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1, 2° erwähnten Prämie.

Art. 8 - § 1. Im Rahmen der Gewährung von Prämien gemäß Artikel 7, 2° kann der Lieferant einen Antrag bei der Verwaltung zum Erhalt eines Vorschusses einreichen, dessen Betrag folgendermaßen festgelegt wird:

1° der Lieferant übermittelt der Verwaltung eine Mitteilung bezüglich der Anzahl der Kunden, die in die Kategorie der Kunden fallen, die die von dem Minister festgelegte Prämie beziehen;

2° der Betrag der Umlaufmittel wird auf 30% des oben erwähnten Prämienbetrags multipliziert mit der Anzahl der Kunden, die die Prämie beanspruchen können, festgesetzt; dieser Betrag wird auf 20 % der in Punkt 1 bestimmten Gesamtanzahl der Kunden, die die Prämie beziehen, begrenzt.

Die Verwaltung kann von dem Lieferanten alle Informationen und Unterlagen verlangen, die zur Untersuchung der Akte erforderlich sind. Sie kann bei den Lieferanten eine direkte Kontrolle durchführen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags oder der zusätzlichen Informationen zahlt die Verwaltung den Vorschuss aus, dessen Betrag gemäß § 1 festgelegt wird.

§ 2. Jedes Quartal richtet der Lieferant der Verwaltung eine Forderungsanmeldung in drei Exemplaren zu, der eine Ausgabenaufstellung, sowie Belege bezüglich der tatsächlich gezahlten Prämien beigefügt werden.

Nachdem die Verwaltung die Ausgabenaufstellung erhalten hat, überprüft sie diese und die beigefügten Belege. Nachdem die Verwaltung den Betrag der zulässigen Ausgaben festgelegt hat, zahlt sie ihn aus, sodass der in § 1 erwähnte Vorschuss wiederhergestellt wird.

§ 3. Die Verwaltung verfährt bis zur vorletzten Ausgabenaufstellung wie in § 2 angegeben.

Nach Erhalt der letzten Ausgabenaufstellung zahlt die Verwaltung den Restbetrag nach Überprüfung aus, indem sie den stets vorhandenen Restbetrag der Vorschüsse berücksichtigt.

§ 4. Der Lieferant gibt auf einer Forderungsanmeldung seine Kontonummer an und fügt den Vermerk "Betrag für richtig bescheinigt" hinzu.

Art. 9 - Die Rückzahlung der Prämien gemäß dem in Artikel 8, Absatz 4 erwähnten Beschluss wird von dem in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnten Energiefonds übernommen.

KAPITEL III - Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen sozialer Art

Abschnitt 1. — Anschlussverpflichtung

Art. 10 - Der Netzbetreiber ist verpflichtet, innerhalb von zehn Tagen jeden Antrag auf einen Anschluss zu beantworten. Den Haushaltskunden übermittelt er innerhalb der oben erwähnten Frist die technischen und finanziellen Anschlussbedingungen, sowie die voraussichtlichen Fristen der Ausführung des Anschlusses.

Nach Gewährung aller erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen dürfen die in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Fristen für den Standardanschluss eines Haushaltskunden dreißig Tage nicht überschreiten.

Abschnitt 2. — Lieferung an die Kunden

Art. 11 - Wenn der Netzbetreiber gemäß Artikel 9 des Dekrets einen geschützten Kunden zum Sozialtarif beliefert, wird er als Lieferant des geschützten Kunden betrachtet.

Art. 12 - Der Lieferant ist verpflichtet, jeglichen, von einem Kunden eingereichten Lieferungsantrag innerhalb von zehn Tagen zu beantworten und diesem die allgemeinen Lieferbedingungen, und insbesondere, wenn dieser Kunde ein Haushaltskunde ist, alle Bestimmungen bezüglich der geschützten Kunden, des Budgetzählers mit oder ohne Leistungsbegrenzer und des Verfahrens bei Nichtzahlung mitzuteilen.

In jeder Unterlage, in der die von dem Lieferanten angewandten Preise angegeben werden, wird der Preis je kWh pro Zeitabschnitt, sowie die Jahresrechnung eines der spezifischen Lastkurve entsprechenden Standardkunden angegeben.

Der Lieferant von Haushaltskunden ist verpflichtet, diesen Kunden aufladbare Karten, die über das in Artikel 21 erwähnte System bespeist werden, sowie die aktualisierte Liste der Verkaufs- und Speisestellen der aufladbaren Karten zur Verfügung zu stellen.

Art. 13 - § 1. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Lieferanten schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfzentrum.

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Lieferanten zu übermitteln ist.

§ 2. Für die in Artikel 33, 3° des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt, und muss dem Lieferanten nicht mehr als ein einziges Mal übermittelt werden. Für die anderen, in Artikel 33 des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfzentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt und dem Lieferanten jährlich übermittelt.

Art. 14 - § 1. Der Lieferant ist verpflichtet, jeden Haushaltskunden zu beliefern, der es beantragt, und zwar zu nichtdiskriminierenden Bedingungen.

Im Sinne des vorhergehenden Absatzes wird jeglicher, nicht vernünftig gerechtfertigte, insbesondere auf dem Statut, der Gehaltsstufe oder dem Wohnort beruhende Unterschied in der Kundenbehandlung, als diskriminierend betrachtet.

In Abweichung von Absatz 1 und mit Ausnahme eines Betreibers eines Verteilernetzes ist der Lieferant nicht verpflichtet, einen geschützten Kunden zu beliefern, der in Bezug auf die Zahlung der von ihm infolge der garantierten minimalen Liefermenge gemachten Schulden zu keiner Einigung gekommen ist. Diese Abweichung gilt nicht für die Kunden, deren Schulden in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge von der Kommission gemäß dem in Durchführung des Artikels 46 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts verkündeten Erlass gestrichen wurden.

§ 2. Der Lieferant ist verpflichtet, zum Sozialtarif jeden geschützten Kunden zu beliefern, der es beantragt.

§ 3. Auf Antrag des Netzbetreibers ist der Lieferant verpflichtet, der Rückzahlung der Installation des Budgetzählers und gegebenenfalls der Rückzahlung der Kosten für den von dem Kunden nicht bezahlten Budgetzähler eine Erhöhung von höchstens 20% des Preises des verbrauchten kWh zuzurechnen. Der Lieferant retrozediert dem Netzbetreiber diesen Betrag monatlich, solange diesem der Betrag nicht vollständig zurückgezahlt wurde.

Abschnitt 3. — Auf die Haushaltskunden anwendbares Verfahren bei Nichtzahlung

Art. 15 - Wenn ein Kunde den Betrag der Rechnung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht beglichen hat, sendet der Lieferant ihm eine Mahnung mit mindestens folgenden Angaben:

1° die neue Zahlungsfrist, die nicht unter zehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit der Heranziehung eines öffentlichen Sozialhilfzentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3° die Möglichkeit zur Beantragung beim Netzbetreiber der Installation eines Budgetzählers mit oder ohne Leistungsbegrenzer;

4° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Übermittlung des Namens und der Anschrift des Kunden an das öffentliche Sozialhilfzentrum vor, es sei denn, der Kunde lehnt dies ausdrücklich ab.

Art. 16 - Wenn der Kunde nach Ablauf der in der in Artikel 15 erwähnten Mahnung festgelegten Zahlungsfrist nicht:

1° entweder den Betrag der Rechnung beglichen hat;

2° mit der zuständigen Dienststelle des Lieferanten einen Zahlungsplan vereinbart hat;

3° oder auf der Grundlage einer Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfzentrums oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle den Lieferanten von den geführten Verhandlungen zur Vereinbarung eines Zahlungsplans in Kenntnis gesetzt hat, sendet der Lieferant ihm per Einschreiben eine Mahnung zu. In diesem Schreiben wird angegeben, dass in Ermangelung einer innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach der Einsendung der Mahnung vorgeschlagenen Lösung der Kunde als eines Betrags schuldig betrachtet und ein Budgetzähler zwangsweise bei ihm installiert wird.

Abschnitt 4. — Nichtzahlung eines Haushaltskunden und Installation des Budgetzählers

Art. 17 - Wenn ein Kunde als eines Betrags schuldiger Kunde erklärt wird, sendet der Lieferant dem Netzbetreiber per Einschreiben oder per E-Mail gegen Empfangsbestätigung einen Antrag zur Installation eines Budgetzählers bei dem Kunden zu. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, fügt der Lieferant die in Artikel 13 erwähnten Unterlagen hinzu.

Zu dem gleichen Datum richtet der Lieferant eine Abschrift dieses Antrags an den Kunden und setzt ihn davon in Kenntnis, dass vorbehaltlich eines dem Lieferanten innerhalb von fünf Tagen zugestellten Einwands seinerseits seine Personalien dem öffentlichen Sozialhilfzentrum zugestellt werden.

Art. 18 - Vorbehaltlich eines Einwands seitens des Kunden übermittelt der Lieferant innerhalb von zehn Tagen ab dem Antrag auf die Installation des Budgetzählers dem öffentlichen Sozialhilfzentrum die Personalien dieses Kunden.

Art. 19 - § 1. Der Netzbetreiber installiert einen Budgetzähler bei dem Kunden, der es beantragt.

§ 2. Auf Antrag eines Lieferanten gemäß Artikel 17 installiert der Netzbetreiber den Budgetzähler innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Antrag.

Innerhalb von fünf Tagen ab dem Antrag setzt sich der Netzbetreiber mit dem Kunden in Verbindung, um im gemeinsamen Einvernehmen den Tag und die Uhrzeit der Installierung des Budgetzählers zu vereinbaren. Im Falle einer Ablehnung seitens des Kunden, stellt der Netzbetreiber dem öffentlichen Sozialhilfzentrum diese Ablehnung schriftlich zu. Das Zentrum setzt sich mit dem Kunden zwecks der Installierung innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist in Verbindung.

Wenn der Kunde dem Netzbetreiber den Zugang innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist verweigert, stellt dieser dem Lieferanten die Situation zu. Ab der Zustellung kann der Lieferant sich weigern, den betreffenden Kunden bis zur Installierung des Budgetzählers zu beliefern. Er setzt den Kunden, sowie das öffentliche Sozialhilfzentrum unverzüglich davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber stellt dem Lieferanten den bei der Installierung des Budgetzählers abgelesenen Zählerstand zu.

§ 3. Wenn der in den vorhergehenden Absätzen erwähnte Kunde ein geschützter Kunde ist, wird der Budgetzähler mit einem Leistungsbegrenzer verkoppelt.

§ 4. Der Minister bestimmt die Informationen, über die der Kunde verfügen muss, insbesondere die Verkaufs- und Speisestellen der aufladbaren Karten, sowie die Speisemodalitäten.

Art. 20 - § 1. Die Kosten für den Budgetzähler gehen zu Lasten des Netzbetreibers.

Die Kosten für die Installierung des Budgetzählers werden dem Kunden angerechnet. Der Kunde kann zwischen einer Zahlung in bar oder einer fraktionierten Zahlung in Verbindung mit dem auf die Installierung des Budgetzählers folgenden Verbrauch wählen.

Wenn der Kunde eine fraktionierte Zahlung wünscht, richtet der Netzbetreiber dem Lieferanten dieses Kunden per Einschreiben oder E-Mail gegen Empfangsbestätigung eine Abschrift der unbezahlten Rechnung und fordert ihn auf, die Rückzahlung gemäß Artikel 23 vorzunehmen.

§ 2. In Abweichung von § 1, Absatz 1 und wenn der Budgetzähler auf Antrag eines ungeschützten Kunden installiert wird, der sich nicht in der in Artikel 19, § 2, Absatz 3 erwähnten Lage befindet, werden die Kosten für den Budgetzähler dem Kunden angerechnet.

Der Kunde kann zwischen einer Zahlung in bar oder einer fraktionierten Zahlung in Verbindung mit dem auf die Installierung des Budgetzählers folgenden Verbrauch wählen.

Wenn der Kunde eine fraktionierte Zahlung wünscht, richtet der Netzbetreiber dem Lieferanten dieses Kunden per Einschreiben eine Abschrift der unbezahlten Rechnung und fordert ihn auf, die Rückzahlung gemäß Artikel 23 vorzunehmen.

§ 3. In Abweichung von § 1, Absatz 2 und wenn der als eines Betrags schuldige Zahler geltende Kunde ein geschützter Kunde ist, geht die Installierung des Budgetzählers zu Lasten des Netzbetreibers.

Art. 21 - § 1. Solange das in § 2 erwähnte System nicht installiert ist, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes dafür, dass jedes der Kundschaft zugängliche Büro über mindestens eine Speisestelle für die aufladbare Karte verfügt, mittels derer der Budgetzähler gespeist werden kann.

§ 2. Im Einvernehmen mit der "CWAPE" und den Lieferanten setzen die Netzbetreiber ein gemeinsames System zum Aufladen des Budgetzählers ein, das auf dem gesamten Gebiet gültig ist und durch das der Budgetzähler in jeder Gemeinde ab dem 1. Juli 2004 aufgeladen werden kann.

Das in Absatz 2 erwähnte System könnte nach Bewertung in jeder eingemeindeten Gemeinde, die am 31. Dezember 1970 eine getrennte Verwaltungseinheit bildete, zur Verfügung gestellt werden.

Art. 22 - Der Lieferant setzt den Kunden von dem genauen Betrag der zum Zeitpunkt der Installierung des Budgetzählers vorhandenen Schuld in Kenntnis. Die Beitreibung dieser Schuld kann keinesfalls auf die Zahlungen in Verbindung mit dem auf die Installierung des Budgetzählers folgenden Verbrauch angerechnet werden.

Art. 23 - Erhält der Lieferant von dem Netzbetreiber einen Antrag infolge des in Artikel 20 erwähnten Verfahrens zwecks der Rückzahlung der Installierung des Budgetzählers und gegebenenfalls der Rückzahlung der Kosten für den Budgetzähler bei einem Kunden, der nicht die Eigenschaft eines geschützten Kunden hat, rechnet er der Rückzahlung der Installierung des Budgetzählers eine Erhöhung von höchstens 20% des Preises je verbrauchtes kWh zu und retrozediert dem Netzbetreiber diesen Betrag jeden Monat, solange diesem der Betrag nicht vollständig zurückerstattet wurde.

Abschnitt 5. — Den geschützten Kunden garantierte minimale Liefermenge

Unterabschnitt 1. — Nichtzahlung

Art. 24 - § 1. Solange der geschützte Kunde eines Betrags schuldig ist und er seine Karte nicht speist, hat er Anspruch auf die garantierte minimale Liefermenge, deren Leistung auf 1 300 Watt festgelegt wird. Diese Menge ist während 6 Monaten ab der Inbetriebsetzung des Leistungsbegrenzers gesichert.

Die garantierte minimale Liefermenge wird von dem Lieferanten des geschützten Kunden gesichert. Der Kunde bleibt für seinen Verbrauch zahlungspflichtig. Dessen Rechnung wird von dem Lieferanten aufgestellt. In ihr werden die Anschrift des öffentlichen Sozialhilfzentrums und der zugelassenen Schuldenvermittler, sowie die Möglichkeit zum Ersuch einer sozialen Energiebetreuung angegeben.

§ 2. Das öffentliche Sozialhilfzentrum kann dem Lieferanten anordnen, für die gesamte oder teilweise in § 1 erwähnte Periode eine garantierte minimale Liefermenge mit einer Leistung von mehr als 1 300 Watt und einer Höchstleistung von 2 600 Watt festzusetzen, wenn es erachtet, dass die soziale Lage und die Familienzusammensetzung des Haushalts dies rechtfertigen und insofern es die Hälfte der Rechnung des besagten Kunden übernimmt.

§ 3. Der geschützte Kunde kann bei seinem Lieferanten beantragen, dass der Leistungsbegrenzer außer Betrieb gesetzt wird, sobald er die rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge beglichen hat.

§ 4. Der vorliegende Artikel ist auf die öffentlichen Sozialhilfzentren anwendbar, deren Gesellschaftssitz sich auf dem französischen Sprachgebiet befindet.

Art. 25 - Wenn der geschützte Kunde während 6 Monaten lediglich die garantierte minimale Liefermenge erhalten und die Rechnungen bezüglich dieser Lieferung nicht beglichen hat, wird er als wiederholt eines Betrags schuldiger Kunde erklärt.

Der Lieferant stellt dem Netzbetreiber diese Lage per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder per E-Mail gegen Empfangsbestätigung zu. Ab dem Erhalt dieser Zustellung wird der Netzbetreiber beauftragt, diesen Kunden zu beliefern.

Der Lieferant sendet dem Kunden und dem öffentlichen Sozialzentrum eine Abschrift der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Zustellung. Durch dieses Schreiben wird der Kunde von dem späteren Verfahren, insbesondere der Befassung der Kommission und die sich daraus ergebenden Folgen, in Kenntnis gesetzt.

Unterabschnitt 2. — Wiederholte Nichtzahlung

Art. 26 - § 1. Im Falle einer wiederholten Nichtzahlung und infolge der in Artikel 25 erwähnten Zustellung ist der Netzbetreiber verpflichtet, den an sein Netz angeschlossenen geschützten Kunden zu beliefern.

Solange der geschützte Kunde seine Rechnungen nicht begleicht, wird die Lieferung auf eine Mindestleistung von 1 300 Watt begrenzt. Der Netzbetreiber sendet dem Kunden eine Rechnung mit folgenden Angaben zu:

1° die Zahlungsfrist, die nicht unter fünfzehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift seiner für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit zur Heranziehung eines öffentlichen Sozialhilfeszentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht den Einspruch bei der Kommission vor.

§ 2. Wenn der Kunde am Ende der in § 1, Absatz 2, 1° erwähnten Frist keine Abfindung in Bezug auf die Zahlung der rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge gefunden hat, stellt der Netzbetreiber ihm per Einschreiben eine Mahnung zu. Durch dieses Schreiben wird ihm mitgeteilt, dass die Kommission mit der Akte befasst wird, falls binnen fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung keine Lösung vorgeschlagen wird. Der Netzbetreiber übermittelt dem öffentlichen Sozialhilfeszentrum eine Abschrift des im vorigen Absatz erwähnten Schreibens.

§ 3. Wenn der Kunde innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Einsendung der Mahnung keine Lösung gefunden hat oder wenn der geschützte Kunde die Vereinbarung bezüglich der Zahlung der rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge nicht einhält, kann der Netzbetreiber bei der Kommission einen begründeten Antrag einreichen, um den Strom wegen offensichtlichen schlechten Willens zu sperren.

Unterabschnitt 3. — Beitreibung der Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge

Art. 27 - Der Lieferant eines geschützten Kunden, der diesem eine garantierte minimale Liefermenge zugesichert hat, kann den Preis des verbrauchten kWh um höchstens 20% erhöhen, um die Schuld in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge abzuzahlen, wenn diese nicht von der Kommission gestrichen wurde. Wenn der Netzbetreiber als Lieferant des geschützten Kunden auftritt, retrozediert er jeden Monat dem betroffenen Lieferanten den beigetriebenen Betrag.

KAPITEL IV — Den Netzbetreibern auferlegte Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen

Abschnitt 1. — In Sachen Sicherheit, Gleichmäßigkeit und Qualität der Stromversorgung

Art. 28 - Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen ist der Netzbetreiber außer im Falle höherer Gewalt verpflichtet, den an das von ihm betriebene Netz angeschlossene Endverbrauchern eine ununterbrochene Stromlieferung und ein beständiges Spannungsniveau zu sichern.

Im Falle einer geplanten Stromsperrung setzt der Netzbetreiber die betroffenen Kunden von der voraussichtlichen Dauer und dem Zeitpunkt der Sperrung mit einer Fristanzeige von 48 Stunden in Kenntnis.

Jede Stromsperrung infolge eines technischen Problems auf dem Netz muss schnellstmöglich wiederhergestellt werden. Dazu verfügt der Netzbetreiber über technische Teams, die außer im Falle höherer Gewalt innerhalb von 2 Stunden einsatzfähig sind.

Außer im Falle höherer Gewalt geht jeder durch Verschulden oder technisches Versäumnis seitens des Netzbetreibers an den Anlagen des Kunden angerichtete Schaden wegen Störung der Frequenz – insofern die Frequenzverwaltung zu seinen Lasten fällt –, des Spannungsniveaus oder wegen einer ungewöhnlich lange anhaltenden Stromsperrung im Verhältnis zu den Bestimmungen der technischen Regelung zu Lasten des Netzbetreibers. Was den Charakter der ungewöhnlich lange anhaltenden Stromsperrung betrifft, kann bei der "CWAPE" ein begründetes Gutachten ersucht werden. Nach Anhörung der betroffenen Parteien stellt die "CWAPE" ein Gutachten aus.

Abschnitt 2. — In Sachen Umweltschutz

Art. 29 - Im Falle eines Antrags auf den Anschluss von gegenseitig exklusiven Erzeugungsanlagen, insbesondere wegen Leistungsbegrenzung, gibt der Netzbetreiber den Grünstromerzeugungsanlagen den Vorrang.

Art. 30 - Um seinem Eigenverbrauch nachzukommen oder gegebenenfalls um an sein Netz angeschlossene geschützte oder gebundene Kunden zu beliefern, ist der Netzbetreiber verpflichtet, die überschüssige Erzeugung der an sein Netz angeschlossenen Grünstromerzeuger zum Marktpreis zu kaufen. Der Marktpreis wird unter Berücksichtigung des zufallsbedingten Charakters der Erzeugung und der im Sinne der Gleichgewichtigkeit eingegangenen Verpflichtungen angepasst.

Unter "überschüssiger Erzeugung" versteht man die Elektrizitätserzeugung, für die der Grünstromerzeuger keinen Vertrag mit einem Netzbetreiber, Lieferanten oder Zwischenhändler abgeschlossen hat, oder die Elektrizitätserzeugung, die nicht von dem Erzeuger selbst verbraucht wurde.

Art. 31 - Beim Anschluss eines Kunden übermittelt der Netzbetreiber diesem jedes von dem Minister vorgeschriebene Dokument bezüglich der Maßnahmen zur Förderung der rationellen Energienutzung.

Abschnitt 3. — In Sachen Datensammlung

Art. 32 - Der Netzbetreiber übermittelt dem Minister dreimonatlicher Basis folgende Angaben:

1° den Globalverbrauch jeweils auf dem Hochspannungs- und Niederspannungsnetz, der nach Standardkunden, die den durch die "CWAPE" festgelegten spezifischen Lastkurven entsprechen, und für jeden Betriebsitz nach dem Tätigkeitsbereich, der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entspricht, aufgliedert wird;

2° die Anzahl der Anschlüsse jeweils an das Hochspannungs- und Niederspannungsnetz, die nach Standardkunden, die den spezifischen Lastkurven entsprechen, und nach dem Tätigkeitsbereich, so wie diese von der "CWAPE" festgelegt werden, aufgliedert werden;

3° die Personalien der an das Hochspannungsnetz angeschlossenen neuen Endverbraucher, sowie deren Tätigkeitsbereich, der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entspricht;

4° die von jeder, an das Netz angeschlossenen Erzeugungsanlage in dieses Netz eingespeisten kWh;

5° die in jedes andere Netz eingespeisten und entnommenen kWh;

6° die Anzahl, die Ursache und die Dauer der Stromsperrungen jeweils auf dem Hochspannungs- und Niederspannungsnetz.

Unter "NACE-BEL-Code" versteht man die von dem Landesinstitut für Statistik in einem harmonisierten europäischen Rahmen ausgearbeitete statistische Systematik der Tätigkeiten (zweite Ausgabe 1998), die von der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, auferlegt wird.

Wenn im Rahmen des Absatzes 1, 1° der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entsprechende Tätigkeitsbereich lediglich ein Unternehmen betrifft, können die Angaben bezüglich dieses Unternehmens mit den Angaben eines anderen NACE-BEL-Code gruppiert werden.

KAPITEL V – Kontrolle durch die "CWAPE"

Art. 33 - Die in den Artikeln 12 und 15 erwähnten Auskünfte werden auf didaktische, deutliche, verständliche und den Haushaltskunden angepasste Weise vorgestellt.

Die in Artikel 12 erwähnten allgemeinen Standardbedingungen und das in Artikel 15 erwähnte Mustermahn-schreiben werden dem Minister zur Genehmigung unterbreitet. Dieser fasst innerhalb von 30 Tagen ab dem Antrag einen Beschluss.

Art. 34 - Die "CWAPE" kann von den Lieferanten und Netzbetreibern jegliche Auskunft und jegliche Unterlage verlangen, die zur Durchführung der Kontrolle der Erfüllung ihrer gemeinnützigen Verpflichtungen erforderlich sind. Die "CWAPE" kann eine Kontrolle vor Ort vornehmen.

Art. 35 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Lieferant der "CWAPE" folgende zusammen-gefasste Angaben:

1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;

2° die Anzahl der Erinnerungsschreiben;

3° die Anzahl der Mahnungen;

4° die Anzahl der als eines Betrags schuldig geltenden Kunden, wobei zwischen den geschützten und ungeschützten Kunden unterschieden wird;

5° die Anzahl der zugelassenen Zahlungspläne und die monatliche Durchschnittszahlung;

6° die Anzahl der nicht eingehaltenen Zahlungspläne;

7° die Anzahl der den ÖSHZ übermittelten Akten;

8° die Anzahl der Anträge auf die Installation eines Budgetzählers mit oder ohne Leistungsbegrenzers, wobei zwischen den auf Antrag des Lieferanten oder des Kunden vorgenommenen Installationen unterschieden wird, sowie die Anzahl der tatsächlichen Installationen;

9° den Betrag der Durchschnittsschuld zum Zeitpunkt der Installation des Budgetzählers;

10° die Anzahl der geschützten Kunden, die die garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nehmen, unter Angabe der Höchstleistung, sowie die Durchschnittsdauer der garantierten minimalen Liefermenge;

11° die Durchschnittsschuld der geschützten Kunden, die lediglich die garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nehmen;

12° die Anzahl der Entzüge der garantierten minimalen Liefermenge, wobei zwischen dem Entzug binnen 24 Stunden, innerhalb von 7 Tagen, zwischen 8 und 30 Tagen und nach mehr als 30 Tagen unterschieden wird;

13° die Anzahl der wiederholt als eines Betrags schuldig geltenden Kunden, den Betrag der Durchschnittsschuld dieser Kunden zum Zeitpunkt der Übertragung an den Netzbetreiber;

14° jede sonstige, von der "CWAPE" bestimmte zusammengefasste Angabe.

§ 2. Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Netzbetreiber der "CWAPE" folgende zusammengefasste Angaben:

1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;

2° die Anzahl der installierten Budgetzähler mit oder ohne Leistungsbegrenzer, wobei zwischen den Installationen auf Antrag des Lieferanten oder des Kunden unterschieden wird;

3° die Anzahl der wiederholt als eines Betrags schuldig geltenden geschützten Kunden, den Betrag der Durchschnittsschuld der geschützten Kunden, die lediglich die garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nehmen, und die Durchschnittsdauer dieser Lieferung;

4° die Anzahl der Befassungen der Kommission und die Art der von ihr gefassten Beschlüsse, wobei der Entzug der garantierten minimalen Liefermenge, die Verlängerung, die Dauer dieser Verlängerung, der Betrag der Durchschnittsschuld zum Zeitpunkt als die Kommission ihren Beschluss gefasst hat und die Anzahl der eventuellen Schuldenerlasse voneinander unterschieden werden.

Art. 36 - Gemäß Artikel 43, § 3 des Dekrets erstellt die "CWAPE" einen detaillierten Bericht bezüglich der Durchführung der den Lieferanten und Netzbetreibern auferlegten Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen.

KAPITEL VI - *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 37 - Bei dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermitteln die Netzbetreiber dem Minister die Personalien der Endverbraucher, die an ihr Netz angeschlossen sind, sowie deren dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entsprechenden Tätigkeitsbereich.

Art. 38 - In Abweichung von der in Artikel 19, § 2, Absatz 1 erwähnten Frist für die Installation des Budgetzählers nimmt der Netzbetreiber im Laufe des Jahres, das auf das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgt, die Installation des Budgetzählers so schnell wie möglich vor.

Art. 39 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 40 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2395

[C - 2003/27421]

10 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 9, 33, 34 en 63;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit;

Overwegende dat de kosten van de openbare dienstverplichtingen die aan de distributienetbeheerders opgelegd worden, opgenomen zijn in de facturering van de tarieven, overeenkomstig artikel 7, § 1, 1°, van bovenvermeld koninklijk besluit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 2002;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, uitgebracht op 19 december 2002;

Gelet op het advies van de Waalse Energiecommissie, uitgebracht op 14 januari 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), uitgebracht op 10 februari 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 34.753/4 van de Raad van State, uitgebracht op 5 maart 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Energie;

3° "CWAPE" : de Waalse Energiecommissie, ingesteld bij artikel 43 van het decreet;

4° "budgetmeter" : elektriciteitsmeter die de facturering en de betaling van het elektriciteitsverbruik via een oplaadbare kaart mogelijk maakt;

5° "residentiële afnemer" : afnemer wiens elektriciteitsverbruik voornamelijk voor huishoudelijk gebruik dient;

6° "commissie" : plaatselijke adviescommissie inzake de onderbreking van de minimale elektriciteitslevering, ingesteld bij artikel 46 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

7° "schuldbemiddelaar" : de instellingen erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

8° "administratie" de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie.

§ 2. De begripsbepalingen vermeld in artikel 2 van het "elektriciteitsdecreet" zijn toepasselijk krachtens dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Openbare dienstverplichtingen voor leveranciers*

Afdeling I. — Regelmaat, kwaliteit en facturering van de leveringen

Art. 2. De leverancier koopt de nodige hoeveelheid elektriciteit die overeenstemt met het verbruik van zijn eindafnemers, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement bedoeld in artikel 13 van het decreet.

Art. 3. § 1. De facturen vermelden hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° de prijs/kWh;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° het globale bedrag van de factuur;
- 4° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 5° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsook de bevoegde dienst;
- 6° het telefoonnummer van de dienst waarmee elk ogenblik contact kan worden opgenomen in geval van onderbreking te wijten aan een technisch probleem op het netwerk;
- 7° het telefoonnummer van de dienst geschillen.

Afdeling 2. — Voorlichting en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik en hernieuwbare energiebronnen

Art. 4. § 1. Voor elke eindafnemer wordt minstens één keer per jaar een factuurbalans opgemaakt door de leverancier.

Voor afnemers met een jaarlijkse meteraflezing wordt de factuurbalans opgemaakt binnen de maand na de aflezing. Die vermeldt het verbruik van de 12 maanden vóór de aflezing.

Voor afnemers met een maandelijks meteraflezing wordt de factuur jaarlijks vóór 31 maart opgemaakt. Ze vermeldt het verbruik voor het afgelopen kalenderjaar.

§ 2. De factuurbalans vermeldt, naast de verplichtingen bedoeld in artikel 3 :

1° de verbruiken alsook de prijs per kWh van de drie voorafgaande jaren, voor zover bedoelde leverancier werkelijk geleverd heeft aan de afnemer, of als het gaat om de standaardleverancier bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen;

2° voor de afnemers die aangesloten zijn op het laagspanningsnetwerk, het gemiddelde verbruik van een standaardafnemer dat overeenstemt met een specifieke retributiekromme, berekend overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement, of, bij gebreke daarvan, dezelfde verbruikskennmerken;

3° de primaire energiebronnen, op jaarbasis, voor de productie van de geleverde elektriciteit, weergegeven in de vorm van grafieken of percentages.

§ 3. Het gemiddelde verbruik van standaardafnemers dat overeenstemt met de specifieke retributiekrommen wordt door de "CWaPE" vastgelegd.

§ 4. De leverancier vermeldt de primaire energiebronnen vanaf 1 februari van bedoeld jaar aan de hand van de contracten gesloten tussen de leverancier en de producent(en) voor de elektriciteitsvoorziening van zijn eindafnemers in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

Als het contract niet op een bepaalde installatie slaat, worden de primaire energiebronnen vastgelegd op grond van het globale productiepark van de betrokken producent.

Als de leverancier zich van elektriciteit voorziet bij één of meerdere tussenpersonen, bij gebrek aan contracten die specifiek betrekking hebben op sommige installaties, wordt rekening gehouden met het gemiddelde van de primaire energiebronnen die gebruikt worden om de door de tussenpersoon afgenomen elektriciteit te produceren.

Als de leverancier zich van elektriciteit voorziet bij een elektriciteitsbeurs, bij gebrek aan een specifiek contract met de producent, wordt rekening gehouden met het gemiddelde van de primaire energiebronnen die gebruikt worden voor de productie van elektriciteit die het voorwerp is van transacties op de elektriciteitsmarkt.

De primaire energiebronnen worden ingedeeld in de volgende categorieën :

- 1° hernieuwbare energiebronnen (hydraulisch, windenergie, biomassa, andere);
- 2° natuurgas;
- 3° andere fossiele brandstoffen;
- 4° kernenergie;
- 5° bronnen van onbekende herkomst.

Behoudens uitdrukkelijke goedkeuring van de "CWaPE", mag het percentage van bronnen van onbekende herkomst niet hoger zijn dan 5 %.

De leveranciers bezorgen de "CWaPE" jaarlijks vóór 1 februari een verslag over de primaire energiebronnen die gebruikt worden voor de productie van de elektriciteit geleverd in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

§ 5. De heffingen die door de gezamenlijke overheden geïnd worden op de factuur vermeld en in de volgende categorieën ingedeeld :

- 1° sociale overlasten;
- 2° milieu-overlasten;
- 3° overlasten i.v.m. de werking van de reguleringsorganen;
- 4° wegensheffing bestemd voor de gemeenten.

Om het aandeel van elke van de vier bovenbedoelde categorieën te kunnen vaststellen, wordt de aansluitings-retributie bedoeld in de artikelen 40 en 41 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, verdeeld volgens een sleutel die vastligt in het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van bovenvermeld decreet.

Art. 5. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Minister de bijkomende gegevens die vermeld moeten worden op de facturen bedoeld in de artikelen 3 en 4.

Art. 6. Wat betreft de in aanmerking komende residentiële afnemers, moet de leverancier een prijs voorstellen die uitsluitend op grond van de verbruikte hoeveelheid berekend wordt, met uitsluiting van elk forfaitair bedrag. Die prijs kan al naar gelang de verbruiksperiodes verschillen.

In afwijking van het eerste lid, kan de leverancier de in het eerste lid bedoelde afnemer een minimale factuur opleggen die hem in staat stelt hoogstens zijn vaste kosten te dekken, met name de kosten m.b.t. de toegang tot en het gebruik van de vervoer- en distributienetwerken, met inbegrip van de kosten m.b.t. de terbeschikkingstelling van de meetuitrusting, alsook de administratieve kosten voor het beheer van het dossier.

Art. 7. De leveranciers moeten :

1° de in artikel 4 bedoelde facturen vergezeld laten gaan van elk document betreffende rationeel energiegebruik dat van de Minister uitgaat;

2° elke premie toekennen met het oog op de bevordering van rationeel energiegebruik of het gebruik van hernieuwbare energieën, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2°.

Art. 8. § 1. In het kader van de toekenning van premies overeenkomstig artikel 7, 2°, kan de leverancier de administratie verzoeken om een voorschot waarvan het bedrag berekend wordt als volgt :

1° de leverancier bezorgt de administratie een lijst van het aantal afnemers ingedeeld in de door de minister bepaalde categorie afnemers die de premie genieten;

2° het bedrag van het rollend fonds wordt vastgelegd op 30 % van het bedrag van bovenbedoelde premie, vermenigvuldigd met het aantal afnemers die in aanmerking komen voor de premie; dat aantal wordt beperkt tot 20 % van het totaal aantal klanten die de premie genieten, zoals bepaald in punt 1.

De administratie mag de leverancier om alle gegevens en documenten verzoeken die nodig zijn voor de behandeling van het dossier. Ze mag rechtstreeks controle uitvoeren bij de leveranciers.

De administratie betaalt het voorschot, waarvan het bedrag overeenkomstig § 1 berekend wordt, binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag of van de bijkomende informatie.

§ 2. De leverancier verschafft de administratie om de drie maanden een aangifte van schuldvordering, in drie exemplaren, samen met een uitgavenoverzicht en de bewijsstukken van de betaling van de premies.

De administratie analyseert de uitgavenlijst en de bijgevoegde bewijsstukken na ontvangst ervan. Zodra het bedrag van de toelaatbare uitgaven berekend is, wordt het door de administratie vereffend teneinde het in § 1 bedoelde voorschot opnieuw aan te leggen.

§ 3. De administratie handelt tot de voorlaatste uitgavenlijst op de wijze omschreven in § 2.

Na ontvangst en controle van de laatste uitgavenlijst, betaalt de administratie het saldo van de uitgaven rekening houdende met het lopende saldo van de voorschotten.

§ 4. De leverancier vermeldt het nummer van zijn financiële rekening in zijn aangifte van schuldvordering, waarin hij de melding "waar en oprecht verklaard bedrag" aanbrengt.

Art. 9. De terugbetaling van de premies, overeenkomstig de beslissing bedoeld in artikel 8, vierde lid, is voor rekening van het Energiefonds bedoeld in artikel 37 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

HOOFDSTUK III. — *Openbare dienstverplichtingen van sociale aard*

Afdeling 1. — Aansluitingsplicht

Art. 10. De netbeheerder gaat binnen tien dagen in op elke aansluitingsaanvraag. Wat de residentiële afnemers betreft, deelt hij binnen de gestelde termijn de technische en financiële aansluitingsvoorwaarden mee, alsook de termijnen waarin de aansluiting vermoedelijk uitgevoerd wordt.

Wat de standaardaansluiting van een residentiële afnemer betreft, lopen de termijnen bedoeld in het vorige lid hoogstens dertig dagen als alle vergunningen en machtigingen toegekend worden.

Afdeling 2. — Levering aan afnemers

Art. 11. Als de netbeheerder krachtens artikel 9 van het decreet elektriciteit tegen het sociaal tarief levert aan een beschermde afnemer, wordt hij beschouwd als zijn leverancier.

Art. 12. De leverancier gaat binnen tien dagen in op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer, geeft hem kennis van de algemene leveringsvoorwaarden en, als het om een residentiële afnemer gaat, van alle voorschriften betreffende de beschermde afnemers, de budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer, en de procedure bij wanbetaling.

Elk stuk waarop de prijzen van de leverancier voorkomen, vermeldt de prijs per kWh en per uurschijf, alsook de jaarlijkse factuur van een standaardafnemer die overeenstemt met de specifieke belastingkrommen.

De leverancier van residentiële afnemers bezorgt hen kaarten die opgeladen kunnen worden d.m.v. het systeem bedoeld in artikel 21, alsook de bijgewerkte lijst van de punten waar die kaarten verkocht en opgeladen worden.

Art. 13. § 1. Als de afnemer beschermd is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, 3°, van het decreet, wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent en slechts één keer aan de leverancier overgemaakt.

Voor de andere categorieën personen bedoeld in artikel 33 van het decreet, wordt het document ingevuld hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar, en jaarlijks aan de leverancier overgemaakt.

Art. 14. § 1. De leverancier levert elektriciteit onder niet-discriminerende voorwaarden aan elke residentiële afnemer die erom vraagt.

Elk verschil van behandeling dat niet redelijk gerechtvaardigd is, o.a. op grond het statuut, het inkomensniveau of de verblijfplaats, wordt als discriminerend beschouwd in de zin van het vorige lid.

In afwijking van het vorige lid, met uitzondering van een distributienetbeheerder, is een leverancier niet verplicht elektriciteit te leveren aan een beschermde afnemer die niet tot een akkoord is gekomen voor de betaling van de schuld die hij aangaat als gevolg van de gewaarborgde minimale levering. Die afwijking geldt niet voor de afnemers waarvan de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering vernietigd wordt door de commissie overeenkomstig het besluit ter uitvoering van artikel 46 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

§ 2. De leverancier levert elektriciteit tegen het sociaal tarief aan elke beschermde afnemer die erom vraagt.

§ 3. Op aanvraag van de netbeheerder bestemt de leverancier maximum 20 % prijsverhoging van de verbruikte kWh voor de terugbetaling van de installatie van de budgetmeter en, in voorkomend geval, voor de terugbetaling van de kosten van de budgetmeter die de afnemer niet betaald heeft. De leverancier staat dat bedrag maandelijks af aan de netbeheerder tot hij volledig terugbetaald is.

Afdeling 3. — Procedure van toepassing op residentiële afnemers bij niet-betaling

Art. 15. Als de klant het bedrag van de factuur niet heeft betaald op de gestelde vervaldatum, stuurt de leverancier een herinneringsbrief waarin gewezen wordt op :

1° de nieuwe betalingstermijn die minstens tien dagen loopt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een betalingsplan op te maken;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de mogelijkheid om de netbeheerder te verzoeken om de plaatsing van een budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer;

4° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mededeling van zijn naam aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behoudens uitdrukkelijke weigering van de afnemer.

Art. 16. Als de afnemer op de vervaldatum die in de in artikel 15 bedoelde herinneringsbrief vastligt :

1° hetzij het bedrag van de factuur niet heeft betaald;

2° hetzij geen betalingsplan is overeengekomen met de bevoegde dienst van de leverancier;

3° hetzij de leverancier niet op de hoogte heeft gebracht, op grond van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de erkende dienst voor schuldbemiddeling, van de onderhandelingen gevoerd om een afbetalingsplan overeen te komen, stuurt de leverancier hem een aangetekende aanmaning. In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat hij als wanbetaler zal worden beschouwd en dat van ambtswege een budgetmeter zal worden geplaatst als hij geen oplossing indient binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning.

Afdeling 4. — Wanbetaling en plaatsing van een budgetmeter

Art. 17. Als een afnemer tot wanbetaler wordt verklaard, verzoekt de leverancier de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs om hem van een budgetmeter te voorzien. Als de afnemer beschermd is, voegt de leverancier de in artikel 13 bedoelde documenten bij.

Op dezelfde datum richt de leverancier een afschrift van het verzoek aan de afnemer en wijst hij hem erop dat zijn personalia overgemaakt zullen worden aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behalve als hij de leverancier binnen vijf dagen kennis geeft van zijn verzet daartegen.

Art. 18. Behoudens verzet van de afnemer, maakt de leverancier diens personalia binnen vijf dagen na de aanvraag om plaatsing van de budgetmeter over aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 19. § 1. De netbeheerder plaatst een budgetmeter bij de afnemer die erom verzoekt.

§ 2. Op verzoek van een leverancier, overeenkomstig artikel 17, plaatst de netbeheerder de budgetmeter binnen twintig dagen na de aanvraag.

De netbeheerder neemt contact op met de afnemer binnen vijf dagen na de aanvraag om de dag en het uur voor de plaatsing van de budgetmeter overeen te komen. Bij weigering van de afnemer, geeft de netbeheerder het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn schriftelijk kennis daarvan. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt vervolgens contact op met de afnemer met het oog op de plaatsing van de budgetmeter binnen de termijn bedoeld in het eerste lid.

Als de afnemer de toegang weigert aan de netbeheerder binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, geeft laatstgenoemde de leverancier kennis van de weigering. Vanaf de datum van de kennisgeving mag de leverancier weigeren om betrokken afnemer van elektriciteit te voorzien zolang geen budgetmeter geplaatst is. Hij informeert zo spoedig mogelijk de afnemer en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De netbeheerder geeft de leverancier kennis van de opmeting die uitgevoerd werd bij de plaatsing van de budgetmeter.

§ 3. Als de in de vorige leden bedoelde afnemer beschermd is, wordt de budgetmeter voorzien van een vermogensbegrenzer.

§ 4. De Minister bepaalt de gegevens waarover de afnemer moet beschikken, met name de punten waar oplaadbare kaarten verkocht en opgeladen worden, alsook de oplaadmodaliteiten.

Art. 20. § 1. De kosten van de budgetmeter zijn voor rekening van de netbeheerder.

De plaatsingskosten zijn voor rekening van de afnemer. De afnemer kan kiezen tussen een contante betaling en een gespreide betaling gekoppeld aan latere verbruiken die volgen op de plaatsing van de budgetmeter.

Als de afnemer voor een gespreide betaling kiest, richt de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs een afschrift van de niet-betaalde factuur aan zijn leverancier en verzoekt hij hem om de terugbetaling uit te voeren overeenkomstig artikel 23.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, zijn de kosten van de budgetmeter voor de afnemer als de budgetmeter geplaatst wordt op aanvraag van een niet-beschermde afnemer wiens toestand niet beantwoordt aan die bedoeld in artikel 19, § 2, derde lid.

De afnemer kan kiezen tussen een contante betaling en gespreide betalingen gekoppeld aan latere verbruiken die volgen op de plaatsing van de budgetmeter.

Als de afnemer voor een gespreide betaling kiest, richt de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs een afschrift van de niet-betaalde factuur aan zijn leverancier en verzoekt hij hem om de terugbetaling uit te voeren overeenkomstig artikel 23.

§ 3. In afwijking van § 1, tweede lid, is de plaatsing van de budgetmeter voor rekening van de netbeheerder als de afnemer die niet betaald heeft, beschermd is.

Art. 21. § 1. Zolang het in § 2 bedoelde systeem niet geïnstalleerd is, zorgt de netbeheerder ervoor dat elk kantoor dat toegankelijk is voor afnemers, over minstens één punt beschikt waar de kaart voor de bevoorrading van de budgetmeter opgeladen kan worden.

§ 2. De netbeheerders gebruiken, in overleg met de "CWaPE" en de leveranciers, een gemeenschappelijk systeem voor de bevoorrading van de budgetmeter. Dat systeem kan ingeschakeld worden op het gezamenlijke grondgebied en maakt de bevoorrading van budgetmeters mogelijk in elke gemeente vanaf 1 juli 2004.

Na evaluatie kan het in het tweede lid bedoelde systeem ter beschikking worden gesteld van elke fusiegemeente die op 31 december 1970 een afzonderlijke administratieve entiteit vormde.

Art. 22. De leverancier geeft de afnemer kennis van het juiste bedrag van de lopende schuld bij de plaatsing van de budgetmeter. De invordering van de schuld mag geenszins aangerekend worden op de betalingen gekoppeld aan het verbruik dat volgt op de plaatsing van de budgetmeter.

Art. 23. De leverancier die als gevolg van de in artikel 20 bedoelde procedure door de netbeheerder verzocht wordt om de terugbetaling van de kosten van de plaatsing van een budgetmeter bij een niet-beschermde afnemer en, in voorkomend geval, van de kosten van de budgetmeter, bestemt maximum 20 % verhoging van de prijs van de verbruikte kWh voor de terugbetaling van de budgetmeter en staat dat bedrag maandelijks af aan de netbeheerder tot hij volledig terugbetaald is.

Afdeling 5. — Minimale levering gewaarborgd aan beschermde afnemers

Onderafdeling 1. — Wanbetaling

Art. 24. § 1. Zolang de beschermde afnemer niet betaalt en zijn kaart niet bevoorraadt, komt hij in aanmerking voor de gewaarborgde minimale levering waarvan het vermogen vastgelegd is op 1 300 Watt. Dat vermogen wordt gewaarborgd gedurende 6 maanden vanaf de inschakeling van de vermogensbegrenzer.

De leverancier van de beschermde afnemer staat in voor de gewaarborgde minimale levering. De afnemer moet zijn verbruik betalen. Het verbruik wordt hem door de leverancier gefactureerd. De factuur vermeldt het adres en verdere gegevens betreffende het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de erkende schuldbemiddelaars, alsook de mogelijkheid om een sociale begeleiding inzake energie aan te vragen.

§ 2. Als het maatschappelijk centrum voor maatschappelijk welzijn oordeelt dat de sociale toestand en de samenstelling van het gezin het rechtvaardigen, kan het de leverancier gelasten voor de gezamenlijke periode bedoeld in § 1 of voor een deel ervan te voorzien in een gewaarborgde minimale levering waarvan het vermogen minstens 1 300 en hoogstens 2 600 Watt bedraagt, voorzover het centrum de helft van de factuur van bedoelde afnemer voor zijn rekening neemt.

§ 3. De beschermde afnemer kan zijn leverancier verzoeken om de uitschakeling van de vermogensbegrenzer zodra hij de achterstallen i.v.m. de gewaarborgde minimale levering betaald heeft.

§ 4. Dit artikel is van toepassing op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan de zetel in het Franse taalgebied gevestigd is.

Art. 25. Als de beschermde afnemer de gewaarborgde minimale levering slechts tijdens 6 maanden heeft genoten en de desbetreffende facturen niet heeft betaald, wordt hij tot recurrente wanbetaler verklaard.

De netbeheerder wordt door de leverancier bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of per e-mail met ontvangstbewijs in kennis gesteld van die toestand en moet na ontvangst van de kennisgeving elektriciteit leveren aan de afnemer.

De leverancier maakt een afschrift van de in het vorige lid bedoelde kennisgeving over aan de afnemer en aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Hij wijst de afnemer op de latere procedure, met name de aanhangigmaking bij de commissie en de desbetreffende gevolgen.

Onderafdeling 2. — Herhaalde wanbetaling

Art. 26. § 1. In geval van herhaalde wanbetaling moet de netbeheerder ingevolge de in artikel 25 bedoelde kennisgeving elektriciteit leveren aan de beschermde afnemer die op zijn netwerk aangesloten is.

Zolang de beschermde afnemer zijn facturen niet betaalt, wordt de levering beperkt tot een minimum 1300 Watt. De netbeheerder richt de afnemer een factuur met de volgende gegevens :

1° de betalingstermijn, die minstens vijftien dagen bedraagt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een afbetalingsplan op te maken;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mogelijkheid om beroep in te dienen bij de commissie.

§ 2. Als de afnemer geen overeenkomst vindt om de achterstallen i.v.m. de gewaarborgde minimale levering op de in § 1, tweede lid, 1°, bedoelde vervaldatum te betalen, richt de netbeheerder hem een aanmaning bij aangetekend schrijven. Daarin wordt hij erop gewezen dat het dossier aanhangig zal worden gemaakt bij de commissie bij gebrek aan een oplossing binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning.

De netbeheerder maakt een afschrift van het in het vorige lid bedoelde schrijven over aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. Als de afnemer geen oplossing vindt binnen vijftien dagen na de verzending van de aanmaning of als de beschermde afnemer zich niet houdt aan de overeenkomst voor de betaling van de achterstallen i.v.m. de gewaarborgde minimale levering, mag de netbeheerder bij de commissie een gemotiveerd verzoek indienen om de elektriciteit wegens manifeste slechte wil af te sluiten.

Onderafdeling 3. — Invordering van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering

Art. 27. De leverancier die een gewaarborgde minimale levering aan een beschermde afnemer heeft bezorgd, mag de prijs van de verbruikte kWh met maximum 20 % verhogen met het oog op de terugbetaling van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering als de Commissie ze niet vernietigd heeft. Als de netbeheerder in voorkomend geval leverancier van de beschermde afnemer is, betaalt hij het ingevorderde bedrag maandelijks terug aan de betrokken leverancier.

HOOFDSTUK IV. — Openbare dienstverplichtingen van de netbeheerders

Afdeling 1. — Veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de levering

Art. 28. Overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen waarborgt de netbeheerder de eindafnemers die aangesloten zijn op het netwerk dat hij beheert, een ononderbroken levering en een stabiel spanningsniveau, behalve overmacht.

In geval van geplande afsluiting, geeft de netbeheerder de betrokken afnemers kennis van de vermoedelijke duur en van het tijdstip van de afsluiting, waarbij een minimale opzegtermijn van 48 uur in acht wordt genomen.

Na elke afsluiting als gevolg van een technisch probleem op het netwerk wordt de voorziening binnen de kortste tijd hersteld. Te dien einde beschikt de netbeheerder over technische diensten die, behalve overmacht, binnen 2 uur kunnen optreden.

Behalve overmacht is de netbeheerder verantwoordelijk voor alle schade die door zijn schuld of een technisch gebrek zijntwege veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de frequentie - voor zover ze instaan voor het beheer van de frequentie -, van het spanningsniveau of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. het technisch reglement. De "CWaPE" kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange afsluiting. De "CWaPE" brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

Afdeling 2. — Milieubescherming

Art. 29. In geval van aanvraag om aansluiting van wederzijds uitsluitende productie-installaties, met name om redenen van vermogensbegrenzing, geeft de netbeheerder de voorrang aan installaties voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit.

Art. 30. Om te voldoen aan zijn eigen verbruik of, in voorkomend geval, om de beschermde of gebonden afnemers die op zijn netwerk aangesloten zijn van elektriciteit te voorzien, moet de netbeheerder de overtollige productie van de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit die op zijn netwerk aangesloten zijn, tegen de marktprijs kopen. De marktprijs wordt aangepast rekening houdende met het wisselvallige karakter van de productie en de verbintenissen aangegaan inzake evenwicht.

Onder "overtollige productie" wordt verstaan de productie van elektriciteit waarvoor de producent van milieuvriendelijke elektriciteit geen leveringscontract heeft gesloten met een netbeheerder, leverancier of tussenpersoon, of de productie van elektriciteit die niet door de producent zelf is verbruikt.

Art. 31. Bij de aansluiting verschafft de netbeheerder de afnemer elk door de minister voorgeschreven document betreffende de maatregelen ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Afdeling 3. — Inzameling van gegevens

Art. 32. De netbeheerder bezorgt de minister om de drie maanden de volgende gegevens :

1° het globale verbruik, respectievelijk op het hoog- en laagspanningsnetwerk, verdeeld per standaardafnemers die beantwoorden aan de specifieke belastingskrommen, zoals bepaald door de "CWaPE" en, voor elke exploitatiezetel, per activiteitensector die overeenstemt met de NACE-BEL-code met 4 cijfers;

2° het aantal aansluitingen, respectievelijk hoog- en laagspanning, verdeeld per standaardafnemers die beantwoorden aan de specifieke belastingskrommen en per activiteitensector, zoals bepaald door de "CWaPE";

3° de personalia van de nieuwe eindafnemers die aangesloten zijn op het hoogspanningsnetwerk, alsook hun activiteitensector die overeenstemt met de NACE-BEL-code met 4 cijfers;

4° kWh geïnjecteerd op het netwerk door elke productieinstallatie die erop aangesloten is;

5° kWh geïnjecteerd op en afgenomen van elk ander netwerk;

6° het aantal afsluitingen, alsook de oorzaak en de duur ervan, respectievelijk op het hoog- en laagspanningsnetwerk.

Onder "NACE-BEL-code" wordt verstaan de nomenclatuur van de activiteiten die het Nationaal Instituut voor de Statistiek (tweede opgave 1998) heeft opgemaakt in een geharmoniseerd Europees kader en die opgelegd is bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993.

Als elke activiteitensector die overeenstemt met de NACE-BEL-code met 4 cijfers slechts één onderneming betreft, mogen de gegevens betreffende die onderneming overeenkomstig het eerste lid, 1°, gehergroepeerd worden met de gegevens van een andere NACE-BEL-code.

HOOFDSTUK V. — *Controle van de "CWaPE"*

Art. 33. De gegevens bedoeld in de artikelen 12 en 15 zijn didactisch, duidelijk, begrijpelijk en aangepast aan de residentiële afnemers.

De algemene standaardvoorwaarden bedoeld in artikel 12 en de type-herinneringsbrief bedoeld in artikel 15 behoeven de goedkeuring van de minister, die zich binnen 30 dagen na de aanvraag uitspreekt.

Art. 34. De "CWaPE" kan de leveranciers en netbeheerders om elk gegeven en document verzoeken die ze nodig heeft om na te gaan of zij hun openbare dienstverplichtingen nakomen. De "CWaPE" kan de controle ter plaatse uitvoeren.

Art. 35. § 1. De leverancier bezorgt de CWaPE jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;

2° het aantal rappels;

3° het aantal aanmaningen;

4° het aantal wanbetalers, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen beschermde en niet-beschermde afnemers;

5° het aantal aangenomen afbetalingsplannen en de gemiddelde maandelijkse betaling;

6° het aantal afbetalingsplannen die niet opgevolgd worden;

7° het aantal dossiers overgemaakt aan de O.C.M.W.'s;

8° het aantal aanvragen tot plaatsing van een budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op aanvraag van de leverancier of van de afnemer, alsook het aantal effectieve plaatsingen;

9° het bedrag van de gemiddelde schuld op het ogenblik van de plaatsing van de budgetmeter;

10° het aantal beschermde afnemers die in aanmerking komen voor de gewaarborgde minimale levering, waarbij het maximumvermogen en de gemiddelde duur van de gewaarborgde minimale levering onderscheiden worden;

11° de gemiddelde schuld van de beschermde afnemers die slechts voor het gewaarborgde minimale vermogen in aanmerking komen;

12° het aantal intrekkingen van de gewaarborgde minimale levering, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen intrekkingen binnen 24 uur, 7 dagen, 8 dagen, 30 dagen en na meer dan 30 dagen;

13° het aantal recurrente wanbetalers, het bedrag van de gemiddelde schuld van die afnemers op het ogenblik van de overdracht aan de netbeheerder;

14° elk ander geaggregeerd gegeven bepaald door de "CWaPE".

§ 2. De netbeheerderóór bezorgt de "CWaPE" jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;

2° het aantal plaatsingen van budgetmeters, al dan niet met vermogensbegrenzer, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op aanvraag van de leverancier of van de afnemer;

3° het aantal beschermde afnemers aangemerkt als wanbetalers, het bedrag van de gemiddelde schuld van de beschermde afnemers die enkel in aanmerking komen voor de gewaarborgde minimale levering en de gemiddelde duur van die levering;

4° het aantal aanhangigmakingen bij de commissie en het soort beslissingen die ze neemt, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de intrekking van de gewaarborgde minimale levering, de verlenging, de duur van de verlenging, het bedrag van de gemiddelde schuld op het ogenblik dat de commissie zich uitspreekt en het aantal eventuele kwijtscheldingen van schuld.

Art. 36. De "CWaPE" stelt een uitvoerig verslag op over de uitvoering van de aan de leveranciers en netbeheerders opgelegde openbare dienstverplichtingen, overeenkomstig artikel 43, § 3, van het decreet.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 37. Bij de inwerkingtreding van dit besluit geven de netbeheerders de Minister kennis van de personalia van de eindafnemers die op hun hoogspanningsnetwerk aangesloten zijn, alsook van hun activiteitssector die overeenstemt met de NACE-BEL-code met 4 cijfers.

Art. 38. In afwijking van de termijn bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, plaatst de netbeheerder de budgetmeter zo spoedig mogelijk, hoe dan ook binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 39. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 40. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS